



DIRECTION GÉNÉRALE
DIRECTION DES ACHATS

**Système d'Acquisition Dynamique (SAD)
n° 2025-0738/EdA-DA du 21/07/2025**

**Acquisition de dispositifs médicaux et équipements
biomédicaux au profit des clients de l'EdA**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Annexe 1 : RGPD

Table des matières

Préambule.....	3
Partie I – Système d’acquisition dynamique	3
Article 1 – Objet du système d’acquisition dynamique.....	3
Article 2 – Fonctionnement du système d’acquisition dynamique.....	3
Article 3 – Catégories du système d’acquisition dynamique	3
Article 4 – Bénéficiaires et lieux d’exécution du système d’acquisition dynamique.....	4
Article 5 – Entrée en vigueur et fin du système d’acquisition dynamique.....	4
5.1 Règles générales	4
5.2 Dérogation : résiliation anticipée et effets.....	4
5.3 Accès au système d’acquisition dynamique	5
Article 6 – Pièces contractuelles.....	5
Partie II – Marchés spécifiques	5
Article 7 – Procédure de passation des marchés spécifiques.....	5
Article 8 – Forme des marchés spécifiques.....	5
Article 9 – Durée des marchés spécifiques.....	6
Article 10 – Livraison.....	6
Article 11 – Modalités financières	6
11.1 Conditions de paiement	6
11.2 Délai de paiement.....	7
11.3 Modalités de facturation et de règlement	7
11.4 Intérêts moratoires	7
11.5 Avance et acomptes.....	7
11.6 Nantissement de créance	8
Article 12 – Vérification et admission des fournitures.....	8
12.1 Vérification.....	8
12.2 Admission.....	8
12.3 Ajournement.....	8
12.4 Réfaction de prix	9
12.5 Rejet.....	9
Article 13 – Confidentialité.....	9
13.1 Non divulgation des informations confidentielles.....	9
13.2. Protection des Informations Classifiées relevant du Secret de la Défense Nationale	11
13.3 Règlement général sur la protection des données.....	11
Article 14 – Litiges.....	11

Préambule

Par application de l'article L 2125-1- 4° du Code de la commande publique, le système d'acquisition dynamique est une technique d'achat qui permet de présélectionner un ou plusieurs opérateur(s) économique(s), pour des achats d'usage courant, selon un processus ouvert et entièrement électronique.

Les règles applicables au système d'acquisition dynamique (SAD) et aux marchés spécifiques en découlant sont prévues aux articles R. 2162-37 à 51 du Code de la commande publique.

Les marchés passés dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique sont des marchés spécifiques.

Partie I – Système d'acquisition dynamique

Article 1 – Objet du système d'acquisition dynamique

Le Système d'Acquisition Dynamique (SAD) est une technique d'achat qui permet de présélectionner des opérateurs économiques pour des achats dits « sur étagères » selon une procédure ouverte. Il est régi par les dispositions des articles R. 2162-37 du Code de la commande publique (ci-après le « Code »).

Le présent SAD a pour objet de présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques en vue de l'acquisition de dispositifs médicaux et équipements biomédicaux par l'Economat des Armées (EdA ou le « pouvoir adjudicateur »), dénommés « fournitures » dans le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Le SAD est conclu par l'EdA dans le cadre de son activité d'achat centralisée relative à l'acquisition de fournitures et de services destinés à des acheteurs telle que prévue à l'article L. 2113-2 1° du Code.

Article 2 – Fonctionnement du système d'acquisition dynamique

Le SAD se déroule en deux phases comme suit :

Phase 1 : Référencement ouvert de candidats dans le SAD

- publication d'un avis d'appel à candidature et mise en ligne d'un dossier de consultation des entreprises ;
- admission des candidatures dans le SAD durant toute sa période de validité.

Phase 2 : Passation de marchés spécifiques

- lancement d'un marché spécifique à chaque apparition d'un besoin en engin/équipement ;
- les candidats admis au SAD peuvent y répondre ;
- après analyse des offres, l'EdA attribue le marché spécifique à l'offre économiquement la plus avantageuse.

Article 3 – Catégories du système d'acquisition dynamique

Les catégories d'achats du SAD sont les suivantes :

Numéro de catégorie d'achat	Intitulé de la catégorie d'achat
1	Biomédical
2	Environnement patient
3	Dispositifs médicaux et dispositifs médicaux implantables
4	Laboratoire
5	Désinfection
6	Hygiène

Article 4 – Bénéficiaires et lieux d'exécution du système d'acquisition dynamique

Etablissement public à caractère commercial (EPIC), l'Economat des Armées (EdA) est une centrale d'achat et un prestataire de services dédié au soutien des forces armées et des formations administratives du ministère des armées. L'Economat des Armées constitue un opérateur de référence de la politique gouvernementale d'externalisation visant à recentrer les structures ministérielles et les armées vers leur cœur de métier. Ces derniers sont : l'approvisionnement des forces en denrées alimentaires et matériels, la restauration collective et privée, ainsi que la fourniture de prestations de service externalisées dans les domaines de la téléphonie, de la restauration et de la logistique notamment, en France et à l'étranger.

L'administration, le soutien et le pilotage opérationnel sont centralisés à Pantin, dans les locaux de la direction générale. L'établissement dispose de structures dispersées sur des sites en Outre- Mer et à l'étranger.

A ce titre, le SAD et les marchés spécifiques sur le fondement desquels ils sont conclus s'exécutent sans limite géographique particulière. Ainsi, les titulaires des marchés spécifiques peuvent être amenés à livrer les fournitures objet du présent SAD dans le monde entier.

Article 5 – Entrée en vigueur et fin du système d'acquisition dynamique

5.1 Règles générales

Le SAD entre en vigueur à compter de l'admission du premier fournisseur pour une durée d'un (1) an. Il est reconductible tacitement cinq (5) fois un (1) an.

En cas de non-reconduction, l'EdA en informe les fournisseurs sélectionnés deux (2) mois avant la date de fin de la période concernée.

5.2 Dérogation : résiliation anticipée et effets

Le SAD peut être clos de manière anticipée par l'EdA pour l'une des raisons suivantes, non exhaustive :

- Évolution réglementaire nécessitant de redéfinir le besoin ;
- Évolution informatique de la plateforme de dématérialisation ayant un effet sur les modalités de dépôts des candidatures au SAD ou sur les modalités de dépôt des offres aux marchés spécifiques ;
- Évolution technologique nécessitant de redéfinir les catégories du présent SAD.

La décision de résilier par anticipation le SAD est notifiée aux candidats déjà référencés et admis à déposer des offres. Toutefois, la résiliation du SAD n'a pas d'effets sur les marchés spécifiques en cours qui continuent d'être exécutés jusqu'à leur terme.

La fin anticipée du SAD n'ouvre droit à aucune indemnité, de quelque nature que ce soit, au bénéfice des candidats

5.3 Accès au système d'acquisition dynamique

Le pouvoir adjudicateur accorde, pendant toute la durée de validité du système, la possibilité à tout opérateur économique intéressé de l'intégrer. Dans ce cas, l'opérateur économique intéressé adresse son dossier de candidature au pouvoir adjudicateur.

Aucune demande d'admission dans le système ne peut toutefois être examinée pendant une phase de consultation visant à attribuer un marché spécifique.

Article 6 – Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) en vigueur à la date d'établissement du dossier de consultation des entreprises, les pièces contractuelles du SAD sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- le présent CCP et son annexe

<h2>Partie II – Marchés spécifiques</h2>

Article 7 – Procédure de passation des marchés spécifiques

A chaque apparition d'un besoin, l'EdA invite l'ensemble des candidats admis dans le SAD, pour la catégorie correspondant au marché spécifique, à présenter une offre dans les conditions des articles R. 2144-8 et R. 2144-9 du Code.

Article 8 – Forme des marchés spécifiques

Les marchés spécifiques conclus sur le fondement du SAD sont mono-attributaires.

Il s'agit d'accords-cadres à bons de commande avec un maximum annuel en quantité ou en valeur selon les cas ou de marchés globaux de fournitures. La forme de chaque marché spécifique est précisée dans ses pièces contractuelles.

Dans le cas où le marché spécifique s'exécute par l'émission de bons de commande, ces derniers contiennent a minima :

- le numéro du marché spécifique et le numéro du bon de commande le cas échéant ;
- la date d'émission de la commande ;
- la destination et le Bénéficiaire final des fournitures ;
- la description des fournitures ;
- les codes fournitures ;
- les quantités commandées ;
- les prix unitaires en euros HT ;
- la date de livraison ;
- le montant total du bon de commande en euros HT ;
- le lieu de livraison/mise à disposition des fournitures ;
- l'adresse de facturation ;
- les nom et signature de la personne habilitée.

Le titulaire du marché spécifique est tenu d'accuser réception des bons de commande dans un délai maximal de vingt-quatre (24) heures à compter de leur envoi par l'EdA et de confirmer ou de communiquer les informations suivantes :

- le délai de livraison des fournitures ;
- une estimation du poids et du volume ;
- les codes douaniers de toutes les fournitures ;
- les fiches de données de sécurité (FDS) pour les éventuels produits dangereux pour le transport aérien.

Dans l'hypothèse où le produit objet du marché spécifique ne peut être fourni par le titulaire, ce dernier en informe l'EdA dans un délai de vingt-quatre (24)h à compter de la réception du bon de commande. Dans la mesure du possible, il propose à l'EdA un produit de substitution de qualité et à un prix équivalent.

L'EdA se réserve le droit d'accepter ou de refuser le produit de substitution.

Compte tenu du contexte géopolitique (notamment le financement de dotations sur des fonds européens), l'origine des fournitures (pays de fabrication) est susceptible de faire l'objet de restrictions voire d'interdictions. La liste des provenances interdites n'est pas figée et sera communiquée au cas par cas, dans chaque marché spécifique. La Russie est une provenance à exclure.

Article 9 – Durée des marchés spécifiques

La durée de chaque marché spécifique est fixée dans ses pièces contractuelles.

Article 10 – Livraison

L'adresse du lieu de livraison des fournitures est indiquée dans les pièces du marché spécifique si c'est un marché global, ou dans le bon de commande si le marché spécifique est un accord-cadre à bons de commande.

Aucune livraison partielle n'est acceptée sans accord préalable écrit de l'EdA.

Article 11 – Modalités financières

11.1 Conditions de paiement

Les prix des marchés spécifiques sont détaillés à l'annexe 1 de l'acte d'engagement et sont établis pour l'ensemble des prestations qui y sont mentionnées. Ils incluent notamment :

- l'ensemble des exigences décrites dans le marché spécifique ;
- l'ensemble des dépenses et frais nécessaires à la complète et parfaite réalisation des prestations ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales, sociales, d'assurance ou autres frappant obligatoirement les prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- les personnels nécessaires à l'exécution des prestations ainsi que toutes les indemnités liées aux conditions de travail.

Les prix sont exprimés en euros (€) hors taxes (HT) ; ils sont forfaitaires et fermes pour l'ensemble des prestations et pendant la durée du marché spécifique.

11.2 Délai de paiement

Le paiement des factures n'intervient qu'après que le pouvoir adjudicateur a accepté les prestations sous un délai de trente (30) jours.

11.3 Modalités de facturation et de règlement

Conformément aux dispositions de l'article L. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=els1>).

Afin que le traitement des factures soit facilité et optimal pour l'EdA, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes, dans chacune de ses factures :

- les nom et adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le code service : est précisé dans chaque marché spécifique ;
- les références du SAD et du marché spécifique, numéro et date ;
- le n° de SIRET de l'EdA (542 085 907 00013) ;
- les prestations réceptionnées ou le(s) livrable(s) concerné(s) ;
- les références du bon de livraison ;
- le montant hors taxes ;
- les taux et montant des taxes ;
- le montant total HT et TTC des prestations et/ou livrables réceptionnés ;
- la date de facturation.

📌 **Nota Bene** : si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique. De ce fait, le délai de traitement des factures par la Direction Financière et Comptable de l'EdA est allongé et la mise en règlement retardée.

Le règlement s'effectue par virement au profit du compte bancaire du titulaire. Toute modification des coordonnées bancaires est portée à la connaissance du pouvoir adjudicateur par le titulaire et est formalisée par la transmission d'un R.I.B.

11.4 Intérêts moratoires

À défaut de paiement dans les trente (30) jours maximum suivant la réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. En outre, le bénéficiaire des fournitures n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

11.5 Avance et acomptes

Les modalités de versement d'une avance et/ou d'acomptes sont précisés dans les marchés spécifiques.

11.6 Nantissement de créance

Le pouvoir adjudicateur délivre au titulaire sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créance est directement notifiée au comptable de le pouvoir adjudicateur par l'établissement cessionnaire.

Article 12 – Vérification et admission des fournitures

12.1 Vérification

Les modalités de vérification décrites ci-dessous peuvent être ajustées dans le marché spécifique.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à partir de laquelle le(s) fourniture(s) objet du marché peuvent être présentées en vue des opérations de vérification.

Conformément à l'article 27.1 du CCAG-FCS, la vérification des fournitures est quantitative et qualitative. Les opérations de vérification sont les suivantes :

- vérification quantitative : conformité de la quantité des fournitures objet du marché ou figurant sur le bon de commande avec la quantité facturée et la quantité livrée ;
- vérification qualitative : conformité des bons de livraison avec le marché ou le bon de commande, contrôle de l'aspect extérieur du colis, du nombre de colis et contrôle lors de la première utilisation. Une mise en service pourrait également être demandée afin de s'assurer du bon fonctionnement des équipements.

La réception des prestations peut se faire dans les locaux du titulaire avant mise en conteneur et/ou avant expédition des fournitures chez le transitaire et/ou sur le lieu de destination final. Le réceptionnaire habilité exerce un contrôle systématique sur la qualité de la prestation.

Les délais d'acceptation peuvent varier suivant la destination et le mode de mise à disposition.

12.2 Admission

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des fournitures, sous-réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la livraison.

L'admission des fournitures entraîne le transfert de leur propriété au pouvoir adjudicateur. Si la remise des fournitures au pouvoir adjudicateur est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à la remise effective les obligations du dépositaire.

12.3 Ajournement

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les fournitures ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider de prendre une décision (motivée) d'ajournement des fournitures. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les fournitures conformes aux dispositions du marché, dans un délai de quinze (15) jours. Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur prend une décision de rejet dans un délai de quinze (15) jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours susmentionnés.

Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut décision de rejet.

Par la suite, d'autres décisions d'ajournement peuvent être prises aussi longtemps que les fournitures demeurent non-conformes.

12.4 Réfaction de prix

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des fournitures, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées et convenue contradictoirement par les parties. La décision de réfaction doit être motivée et ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours à suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite de quinze (15) jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission des fournitures est réputée sans réfaction.

La réfaction du prix est actée par écrit.

12.5 Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les fournitures ne peuvent être admises et ne permettent ni un ajournement, ni une réfaction de prix, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue au marché. Le titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever, le cas échéant, les fournitures rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Article 13 – Confidentialité

13.1 Non divulgation des informations confidentielles

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché spécifique, a reçu communication ou a eu connaissance, à titre confidentiel, d'informations est tenu de maintenir confidentielles ces informations, sans qu'il soit besoin d'explicitement au coup par coup leur caractère confidentiel par l'apposition des timbres réglementaires ou mentions adéquates.

13.1.1 Informations confidentielles

On entend par « Informations confidentielles » toutes informations, renseignements, connaissances, documents, données ou objets quelconques de toute nature, notamment intellectuelle, technique, scientifique, contractuelle, financière, économique et/ou commerciale communiqués par l'EdA et/ou son

client au titulaire du présent marché spécifique ou portées à la connaissance de celui-ci sous quelque forme que ce soit, par écrit ou par oral, par tout moyen et notamment :

- l'ensemble des éléments du présent marché spécifique et du système d'acquisition dynamique sur le fondement duquel il est conclu ;
- toutes informations couvertes ou non par un droit de propriété intellectuelle, notamment relatives aux plans, logiciels, produits, études, analyses, projets, systèmes, méthodes, processus, savoir-faire, développés par l'EdA et/ou son client ;
- toutes informations économiques, commerciales, sociales, organisationnelles concernant l'EdA et/ou son client ;
- toutes informations relatives aux clients de l'EdA, à la localisation et à la configuration technique des sites à couvrir et plus généralement toutes informations se rapportant aux besoins à satisfaire ;
- toutes informations relatives aux données personnelles des personnels militaires et civils pouvant être communiquées pour satisfaire lesdits besoins, telles que définies par la réglementation française et européenne en vigueur ;
- ainsi que les discussions objet de la présente clause, communiquées par quelque moyen que ce soit sur quelque support que ce soit. La détermination du caractère confidentiel des informations susmentionnées peut résulter, notamment, de l'apposition de toute mention appropriée de confidentialité sur les documents dans lesquels apparaîtront lesdites informations.

Ne sont pas considérées comme des informations confidentielles toutes informations pour lesquelles le titulaire d'un marché spécifique peut apporter la preuve :

- qu'elles sont tombées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci, mais dans ce cas, en l'absence de toute faute de sa part ;
- qu'elles lui sont déjà connues ;
- qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite, sans restrictions, ni violations par ce tiers d'une obligation de confidentialité envers l'EdA et/ou ses clients.

13.1.2 Obligation de non-divulgation

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer, totalement ou partiellement, les « Informations Confidentielles » et à prendre toutes les mesures appropriées pour assurer leur confidentialité. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Les personnes ayant qualité pour en connaître peuvent, de manière limitative, être :

- un tiers auquel la communication a été autorisée préalablement et par écrit par l'EdA, à condition que ce tiers s'engage à se soumettre aux présentes obligations de non divulgation ;
- le personnel du titulaire ;
- le sous-traitant du titulaire et son personnel.

Le titulaire reste responsable envers l'EdA et son client du respect par ces personnes desdites obligations et se porte fort de leur exécution, qu'importe le titre auquel ces personnes ont reçu communication de ces informations.

Cette communication s'opère uniquement lorsqu'elle s'avère strictement nécessaire à l'exécution du présent marché spécifique.

Le titulaire s'engage notamment :

- à conserver et à traiter ces informations confidentielles en respectant un niveau de protection et de précaution conforme aux règles et usages de sa profession ;

- à n'utiliser les informations confidentielles que dans le cadre de l'exécution du marché spécifique et, d'une manière générale, à ne pas les utiliser au détriment de l'EdA et/ou de son client ;
- à communiquer à l'EdA, le plus rapidement possible, toute requête qu'il aurait reçue d'un tiers demandant la divulgation des informations confidentielles ;
- à détruire les informations confidentielles dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution du marché spécifique et à supprimer immédiatement à la demande de l'EdA tout support sur lesquels elles seraient fixées; le titulaire d'un marché spécifique s'obligeant dans ce dernier cas, à cesser immédiatement toute utilisation des informations confidentielles concernées ;
- à confirmer à l'EdA à première demande et par écrit que les dispositions ci-dessus sont remplies.

Sans préjudice de son obligation de non divulgation, le titulaire peut transmettre les informations confidentielles dans les cas suivants :

- l'utilisation ou la divulgation des informations confidentielles a été autorisée par écrit par l'EdA;
- le titulaire d'un marché spécifique de bonne foi était en possession desdites informations confidentielles avant la date de communication par l'EdA et/ou son client, ceci pouvant être démontré par l'existence de documents appropriés dans ses dossiers ;
- les informations confidentielles font l'objet d'une requête par une autorité administrative ou judiciaire en vertu d'une loi, d'un décret, d'un règlement ou d'une décision de justice ; mais ce, uniquement pour la partie des informations confidentielles objet de cette obligation ; dans ce cas, le titulaire s'engage à en informer l'EdA préalablement à toute divulgation.

13.2. Protection des Informations Classifiées relevant du Secret de la Défense Nationale

Le cas échéant, l'échange de données et informations « classifiées », au sens de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la Défense Nationale (*Secret* et/ou *Très Secret*) ou identifiées « *Diffusion Restreinte* » et « *Spécial France* », s'effectue dans le strict respect des règles en vigueur en France.

13.3 Règlement général sur la protection des données

Les dispositions relatives au RGPD sont prévues en annexe 1 du présent CCP.

Article 14 – Litiges

A défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Montreuil
 7 rue Catherine Puig
 93558 MONTREUIL CEDEX
 Tél : 01 49 20 20 00 – Fax : 01 49 20 20 99
 Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr
 URL: <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>